



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
VIA e-Post Connect

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services - EL Division/Services
professionnels en informatique - division EL
Terrasses de la Chaudière 4th Floor
10 Wellington Street
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet SAP OmniBus SAP Omnibus IT Professional Services/Service Professionnel en TI	
Solicitation No. - N° de l'invitation 47419-210285/A	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client 1000350285	Date 2021-10-26
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-642-39989	
File No. - N° de dossier 642el.47419-210285	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-11-04 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Huot, Alain	Buyer Id - Id de l'acheteur 642el
Telephone No. - N° de téléphone () - ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification no. 2 vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

Question 1

Pour répondre adéquatement à la sollicitation 47419-210285/A SAP Omnibus pour services professionnel en TI, la Couronne a demandé 17 curriculum vitae et qualifications d'entreprise, ce qui nécessite une coordination importante avec les ressources et les chargés de projet à rencontrer. La Couronne pourrait-elle prolonger la date de soumission jusqu'au 18 novembre 2021 pour répondre adéquatement à cette sollicitation ?

Réponse 1

La couronne ne demande pas de curriculum vitae pour des ressources .

Tel qu'indiqué à l'article 4.2 Évaluation technique

(c) Ressources évaluées lors du processus d'autorisation de tâches;

Les ressources par catégorie ne seront pas évaluées dans le cadre de la présente demande de soumissions. Les ressources ne seront évaluées qu'après l'attribution du contrat quand l'entrepreneur devra accomplir des tâches précises. Après l'attribution du contrat, le processus d'autorisation de tâches sera appliqué conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, selon l'article intitulé « Autorisation de tâches ». Quand un formulaire d'autorisation de tâches sera émis, l'entrepreneur devra proposer une ressource pour satisfaire le besoin précis d'après l'énoncé des travaux du formulaire d'autorisation de tâches. La ressource proposée sera ensuite évaluée d'après les critères indiqués dans l'énoncé des travaux du contrat, conformément à l'appendice c de l'annexe A.

La date de fin demeure inchangé

Question 2

La DP indique que « le travail à distance est possible avec le consentement de l'autorité technique ». À des fins de planification et de tarification, ce degré d'incertitude est inutile. Par conséquent, le Canada peut-il affirmer que le travail à distance est effectivement acceptable dans tous les cas dès le départ pour toutes les ressources (et permettant ainsi aux soumissionnaires la pleine possibilité d'exercer leur influence pour s'assurer que les meilleures ressources au meilleur prix peuvent être engagées et déployées pour le Canada), ou le Canada déclare-t-il que le travail est en fait sur place, sauf exception?

Réponse 2

Malheureusement, à ce stade, ni notre ministère ni le gouvernement du Canada n'ont pris de position officielle quant à savoir si le travail à domicile sera ou non la direction officielle à l'avenir. Dans un avenir prévisible, notre équipe système SAP travaillera probablement à domicile, tout comme les consultants travaillant sur l'un de nos projets. Cela dit, si nous devons reprendre le travail à l'avenir, nous nous attendons probablement à ce que nos consultants emboîtent le pas. Compte tenu de la durée de ce contrat et de l'incertitude actuelle dans nos environnements de travail, il est difficile de donner une réponse à long terme.

TOUS LES AUTRES TERMES DEMEURENT INCHANGÉS